



Président Fernando Collor

PROGRAMME POUR LE CONSENSUS

**Une Proposition
Sociale-Liberale**



**Programme pour
le Consensus**

Une Proposition Sociale-Liberale



Président Fernando Collor

Programme pour le Consensus

Une Proposition Sociale-Liberale

Republique Federative du Brésil

Président Fernando Collor
Vice-Président Itamar Franco

*Une serie d'articles publiés
dans la presse brésilienne
entre les 5 et 12 janvier 1992*

Secretariat Charge des Relations
avec la Presse
Presidence de la Republique

1992

Imprime an Brésil

«Un bref regard sur l'histoire du Brésil montre que l'expérience du passé nous incite à essayer le libéralisme moderne, qui harmonise la liberté, l'efficacité et l'équité. C'est-à-dire, le sociale-libéralisme.

L'heure est venue d'éliminer définitivement le mélange honteux de privilèges et de pénurie qui, malheureusement, demeure la caractéristique de notre structure sociale.

La mise en place de la position libérale, dans la société brésilienne, équivaut à non moins qu'une révolution. Une révolution pacifique et démocratique, menée par un gouvernement légitime, issu de la plus grande manifestation de volonté populaire que le Pays ait jamais connue. Mais qui signifie, sans doute, une rupture profonde avec tout un ensemble d'habitudes et de mentalités qui constituent le Brésil ancien.»

*Président Fernando Collor
Brasília, 5.1.92*

Sommaire

I PROGRAMME POUR LE CONSENSUS: UNE PROPOSITION SOCIALE-LIBERALE	9
II LE ROLE DE L'ETAT	14
III DEMOCRATIE, REFORME POLITIQUE ET DROITS DE L'HOMME	17
IV LE MODELE ECONOMIQUE: CAPITALISME DEMOCRATIQUE	20
V LA REVOLUTION DANS L'EDUCATION	23
VI LE ROLE DE LA CULTURE	26
VII LA PERSPECTIVE SOCIALE-LIBERALE DE L'ECOLOGIE	29
VIII UN DEBAT OUVERT	32

I

PROGRAMME POUR LE CONSENSUS: UNE PROPOSITION SOCIALE-LIBERALE

Pourquoi un Programme pour le Consensus? Parce que le moment est arrivé d'institutionnaliser les réformes, de mieux définir les méthodes et les instruments qui nous permettront d'atteindre les cibles de modernisation et de justice sociale que tous les Brésiliens souhaitent.

Les grands objectifs, les véritables piliers du programme, sont clairs, et ils sont ancrés sur un ample consensus: le contrôle de l'inflation, l'assainissement des finances publiques, la restructuration et les nouvelles proportions de l'Etat, la modernisation de l'économie, le développement soutenu, la promotion de la justice sociale, la conservation de l'environnement et la préservation du patrimoine culturel, l'accès à une justice efficace et la garantie de sécurité publique.

Dans un état démocratique, le pluralisme est un des préalables de l'ordre politique. A côté des pouvoirs constitués agissent les partis, les syndicats, les organisations sociales, la presse - instruments vitaux de la démocratie qui doivent, dans un débat permanent, articuler, à chaque moment historique, la volonté collective de la nation.

Le soutien des réformes requiert donc, comme impératif politique, l'engagement d'une ample base sociale, de toutes les couches de la société, de la majorité qui est pleinement consciente du besoin de changer. Il est indispensable de mobiliser la société pour créer et, maintenant, pour renouveler les sources de légitimité dans le sens radical et ample du projet brésilien de modernisation, qui englobe aussi bien les relations de l'Etat avec la société, que l'amélioration progressive de la qualité de la structure productive.

Pour ce faire, il faut que la décision politique soit nourrie de l'encouragement des forces de la Nation, ainsi que transformer les réformes en credo social. Une doctrine librement adoptée et enrichie par la société, et particulièrement par la jeunesse.

D'où l'urgence d'articuler les diverses réformes autour d'une doctrine, d'une philosophie politique consciente et claire.

Cette philosophie, nous la rencontrons dans l'idée socialo-libérale. Cette formule signifie la volonté de créer parmi nous un libéralisme vraiment moderne, aux racines populaires et qui ait un attrait national. Elle signifie, naturellement, un "non" décidé à l'étatisme, au collectivisme et au dirigisme, à toutes les formes périmées de protectionnisme, paternalisme et populisme qui pèsent sur notre société et qui entravent notre passage à part entière à la modernité. Cette philosophie signifie aussi quelque chose d'essentiellement différent de la filière oligarchique et conservatrice qui a tant prédominé, et qui persiste toujours, dans la forme dépassée du libéralisme vis-à-vis des sources sociales et nationales de la vie politique et du changement historique. Social libéralisme: une idéologie avec la passion de la liberté n'exclut pas - au contraire, elle implique la recherche de la justice par le biais de l'effort permanent de donner à tous une égalité effective d'opportunités et une expansion constante de l'horizon social des droits de l'homme. Un libéralisme de promotion sociale et non pas d'exclusion de classes. Un libéralisme à la fois libertaire et égalitaire, souhaitant démocratiser le droit à la diversité, qui est le pilier de la vie libre.

Pourquoi l'urgence du social-libéralisme, au Brésil, en Amérique Latine, de nos jours?

Parce que toutes les autres formules ont échoué.

Les libéralismes conservateurs n'ont pas été en mesure de satisfaire la soif de développement et de modernisation de la société en changement. Les modernisations autoritaires ont présidé des processus importants d'industrialisation, ayant cependant nié aux masses le principal fruit du progrès: un niveau de vie décent. Les régimes fermés ont étouffé la liberté, sans pouvoir assurer au peuple l'accès aux niveaux de consommation de la société industrielle avancée. Les recettes démagogiques sont restées dans des solutions cosmétiques, sans attaquer la racine du problème et les manques de la population.

Enfin, même les solutions qui semblaient le mieux répondre au défi de combiner la liberté et la justice dans les sociétés industrialisées ont rencontré des limites et sont en phase de renouvellement. L'ère de l'individualisme, de la technologie avancée, de la globalisation économique et de la libre négociation des salaires, du néo-capitalisme, exige des propositions créatives pour l'aménagement de situations sociales qui n'existait pas sur la carte historique jusqu'il y a quelques années.

Un bref regard sur l'histoire du Brésil montre que l'expérience du passé nous incite à essayer le libéralisme moderne, qui harmonise la liberté, l'efficacité et l'équité. C'est-à-dire, le socialo-libéralisme.

L'heure est venue d'éliminer définitivement le mélange honteux de privilèges et de pénurie qui, malheureusement, demeure la caractéristique de notre structure sociale.

Le socialo-libéralisme incarne le non-conformisme face à la misère, aux maladies, à l'ignorance et à la pénurie hurlante. Il refuse l'insinuation de ce que la croissance économique s'en occupera automatiquement. Les social-libéraux ne se conforment pas au fait que le Brésil ait un parc industriel diversifié, moderne et compétitif dans certains secteurs, mais un profil social qui révèle l'injustice la plus extrême.

Le socialo-libéralisme est bien cela: l'exigence de la démocratisation de la liberté. C'est l'alliance du libéralisme économique - la meilleure méthode de génération de richesse connue jusqu'ici - avec un sens social. Sur cette alliance réside la grande perspective politique d'une centre-

gauche modernisante. Un centre dynamique, équidistant des droites exclusives et des gauches archaïques, centralisatrices et dirigistes.

La mise en place de la position libérale, dans la société brésilienne, équivaut à non moins qu'une révolution. Une révolution pacifique et démocratique, menée par un gouvernement légitime, issu de la plus grande manifestation de volonté populaire que le Pays ait jamais connue. Mais qui signifie, sans doute, une rupture profonde avec tout un ensemble d'habitudes et de mentalités qui constituent le Brésil ancien.

Quels sont les chemins concrets que la révolution socialo-libérale se propose d'adopter? Ici, le point crucial est, naturellement, le rôle de l'état.

Quelle réforme de l'état? En un mot, il s'agit de modifier qualitativement sa relation avec la société, élargissant son action dans le domaine social et réduisant son intervention directe dans les activités productives, ainsi que le volume absurde de règlements qui entravent la libre initiative.

Les partisans de l'étatisme prétendent que la réforme de l'état libéralisant sacrifierait davantage les classes dépourvues, en leur ôtant l'assistance gouvernementale. Cette allégation, cependant, repose sur un sophisme. Ainsi qu'il a été amplement démontré par plusieurs études, comme celles de la Banque Mondiale, les vrais bénéficiaires des dépenses sociales en Amérique Latine, y compris le Brésil, ne sont pas, en général, les couches les plus pauvres. La vérité est que le principal déboursement de l'état a été pour le financement de la machine bureaucratique et non pas pour les activités finales, qui se traduiraient dans des services sociaux efficaces. Voilà ce que ressent le peuple brésilien, péniblement conscient de la faillite de notre système de prévoyance.

Cette distorsion ne peut pas, d'ailleurs, surprendre, lorsque l'on pense à ce qu'a été la formation sociale des pays latino-américains. Jadis, dans nos économies agro-extractives, généralement à croissance lente, l'entreprise tendait à l'atrophie, le commerce même restait entre les mains d'étrangers et le service de l'État était, par conséquent, la destination classique des enfants des groupes oligarchiques. Allant des fils cadets de ces familles jusqu'aux familles moins riches, un grand nombre de personnes cherchait l'emploi public comme la seule voie pour la subsistance et le prestige.

Ainsi, au lieu de chasser les privilèges, notre bourgeoisie s'efforçait de les conquérir. Car l'emploi public n'était autre chose que privilège, dans cet encadrement social, suivi plus tard par l'entreprise notariale - ce prolongement du mercantilisme contre le marché, de la concession contre la concurrence et du profit monopoliste contre le risque capitaliste.

Cette mentalité, générant le phénomène de la concession abusive d'emplois, engendre un type d'exercice de la fonction publique de nature "privatiste". L'emploi est conçu comme une espèce de pension à vie, plus exactement en tant que faveur de certains pour quelques-uns, et non pas comme fonction sur la base du mérite et du service à la communauté.

Et les bons fonctionnaires, qui se dévouent effectivement à servir le public, sont stigmatisés - ce qui décourage et affaiblit les meilleures vocations.

Cet héritage historique a forgé parmi nous le goût pour "l'État-nid": l'État non pas comme instrument de la collectivité, dans l'effort noble de promouvoir le bien commun, mais plutôt comme refuge confortable d'intérêts privés. Par contre, il nous appartient maintenant de relever le défi de bâtir une vraie économie sociale de marché.

J'ai commencé cet article en posant une question: Pourquoi un Programme pour le Consensus? Et je le termine en posant une autre: Pourquoi, en ce moment, le socialo-libéralisme?

Nous nous trouvons à une étape cruciale pour la mise-en-place des réformes qui nous conduiront vers la modernité. Dans mon discours à la Réunion Ministérielle du 23 décembre, j'ai présenté les buts autour desquels la société brésilienne a déjà manifesté un clair consensus. Il s'agit du premier moment d'un débat, qui devra être global et vraiment mobilisateur. La proposition socialo-libérale est la meilleure clef doctrinaire pour que nous avançons dans ce débat pour définir le Programme pour le Consensus. Si nous l'adoptons, nous serons arrivés à surmonter les vices du physiologisme et d'entamer une étape essentielle du projet de modernisation du Brésil, qui est le renouvellement de la façon même de penser et de faire de la politique.

J'ai l'intention de participer à ce débat sous plusieurs formes. Et une de ces formes sera représentée par le déploiement systématique des grandes

lignes de la pensée socialo-libérale. Pour ce faire, je choisirai quelques thèmes de réflexion, comme le rôle de l'état, la réforme politique et les droits de l'homme, la révolution dans l'éducation, un nouveau modèle économique, le rachat de la dette sociale, et autres, qui seront synthétiquement abordés dans des articles subséquents, toujours sous l'optique socialo-libérale, que nous pourrions résumer par les mots célèbres de Keynes: " le problème politique de l'humanité est de combiner trois choses: l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté individuelle"

II

LE ROLE DE L'ETAT

Dans le premier article de cette série "Programme pour le Consensus: une proposition socialo-libérale", j'ai présenté les objectifs que la société brésilienne d'aujourd'hui souhaite atteindre et qui constituent le noyau du Programme.

Ils ont un trait commun: dans tous, l'État apparaît tantôt comme objet de changements nécessaires, tantôt comme initiateur de politiques qui mèneraient à des transformations économiques et sociales. Cela m'a mené à traiter ici, justement, de la question spécifique du rôle de l'État.

En effet, il ne peut pas y avoir de réforme de l'état sans une conception nette de son rôle dans le monde moderne. Pour les socialo-libéraux, ce concept est clair: l'État moderne devra être moins un État producteur et plus un État promoteur ou pourvoyeur. Promoteur d'une stratégie de développement, c'est-à-dire, l'instigateur d'un projet national capable de permettre aux agents économiques la visualisation de la voie future de l'économie et de la société, offrant un horizon à longue visée pour la prise de décisions du secteur privé. Fournisseur de services sociaux

essentiels, assurant l'éducation, la santé et l'assainissement à la population, particulièrement aux couches les moins favorisées, et fournisseur aussi des conditions nécessaires pour que le développement technologique soit mis en valeur, car le développement matériel de la société et, donc, le combat efficace à la pauvreté en dépendent.

L'État producteur, c'est-à-dire, la présence massive et directe de l'État dans l'économie, est partout en crise. La tendance universelle est clairement dans le sens de la décentralisation des décisions économiques, de l'autonomie de l'entreprise, du jeu des forces de marché.

Nous ne souhaitons pas revenir à une restauration utopique, car anachronique, du laissez-faire, où l'État se limiterait à une fonction de garant de l'ordre social. Cela est devenu impossible, étant donné que tant d'aspects de l'économie et de la technique modernes présupposent des exigences d'infrastructure matérielle ou de formation professionnelle si amples et si onéreuses que seul l'État, directement ou indirectement, est à même de les satisfaire.

Nous savons, aussi, que les plus grands succès de croissance économique dans l'après-guerre, tels le Japon et les "Tigres Asiatiques", n'ont pas obéi au principe d'étatisation de l'économie. Il y a eu simplement la présence sensible de l'État dans le modèle de développement. Effectivement, le Japon, avec 20% de l'économie contrôlée par l'État, ou la Corée du Sud, avec 25%, se sont développés par des schémas bien éloignés des taux fort élevés de contrôle étatique vérifiés dans la plupart des pays dits du Tiers Monde.

Le vrai dilemme n'est pas la présence ou l'absence de l'État dans l'économie: ce choix a déjà été fait -- en faveur de la présence -- depuis la fin du siècle passé. Le dilemme contemporain est bien autre. Il tourne autour du type d'action de l'État: dirigisme de l'état producteur ou planification de l'État promoteur, qui est l'allié et non pas le rival du marché?

Le discrédit subi par l'État producteur est évident et généralisé, car il personnifie l'étatisme économique. Mais cela ne veut pas dire que l'État, surtout dans les pays en développement, renonce au rôle d'arbitre ou d'orienteur de la direction économique. Le dirigisme s'est montré inefficace -- mais la pensée stratégique reste nécessaire.

Au recul de l'État producteur, remplacé par l'État promoteur du développement, s'ajoute l'État fournisseur de ressources et de services sociaux. Et seul un État financièrement sain est en mesure de refaire la route vers le domaine social et, en particulier, de promouvoir des mécanismes tendant à une redistribution effective du revenu et de la richesse nationale. L'État mince, surpassant l'État obèse d'aujourd'hui, acquiert de nouvelles conditions de réaliser deux choses indispensables à l'amélioration du niveau de vie de la population: une fois rétablie sa capacité d'investir, l'État passe à créer, indirectement, un grand nombre d'emplois, devenant capable de lancer, à une échelle inouïe, des programmes à ample sens social.

Une fois pour toutes, il faut mettre fin à la confusion sémantique autour de l'idée d'"État fort" en Amérique Latine. La vérité est que l'"État fort" ne signifie pas un État à la fois autoritaire et impuissant, comme celui que l'étatisme latino-américain, de droite ou de gauche, a fait prévaloir jusqu'à un passé récent. Il est celui qui conquiert le respect de la société pour servir à ses demandes de façon efficace: il rend, sous la forme de services publics de bonne qualité, les impôts perçus par le Trésor National.

C'est l'État capable de décider et de juger, par l'autorité démocratique et non pas par la force, les conflits que la société ne peut pas résoudre d'elle même.

Un État autoritaire qui se laisse coloniser par des secteurs notariaux n'est pas un État fort. C'est un État faible, inefficace, marionnette entre les mains d'intérêts particularistes. C'est un État de plus en plus faible, car il devient chaque jour moins fonctionnel aux niveaux économique, social et politique.

Le nouvel État qu'il faut au Brésil est un État au service de la société et non pas un État-patron. Et c'est précisément l'État que les socialo-libéraux se proposent de construire.

Le Brésil a, actuellement, de l'État en plus et de l'État en moins. De l'État en plus sur le plan économique, où le contrôle étatique parvient à suffoquer l'économie de marché. De l'État en moins, dans les domaines scientifique et technologique et sur le plan social, où tant de services

sont insuffisants, précaires ou inexistants. D'où le besoin urgent de réformer l'état, en faveur de la liberté politique, du développement économique et de la justice sociale.

III

DEMOCRATIE, REFORME POLITIQUE ET DROITS DE L'HOMME

Mon Gouvernement porte le signe de la démocratie. Son projet de modernisation est marqué par la liberté. Les mesures adoptées, innovatrices et courageuses, ont fait l'objet du plus ample débat législatif et de l'examen permanent du Judiciaire. Le Programme pour le Consensus est une autre étape pour le perfectionnement de la démocratie brésilienne. C'est une invitation au débat et, surtout, à la participation consciente. Nous changerons le Pays si nous nous rassemblons démocratiquement dans la volonté de changer. J'offre, dans cet article, quelques idées sur la manière dont je comprends la démocratie moderne.

Le Socialo-Libéralisme reconnaît dans la pratique de la démocratie une conséquence historique du mouvement libéral. La conquête de la démocratie, dans toutes les nations avancées, a eu pour base les institutions libérales: les libertés d'opinion et d'association, le parlement libre, la Justice indépendante, le pluralisme des partis.

La démocratie est le régime où il y a une participation égalitaire et périodique de la population dans le choix du gouvernement et du législatif. C'est le régime où la liberté et l'égalité s'interpénètrent, rendant faisant de la souveraineté populaire la source suprême de tout pouvoir légitime. La démocratie est encore le gouvernement de la majorité, les droits de la minorité étant respectés. Cette caractéristique, éminemment libérale, suppose que la démocratie, dans son exercice, pratique le respect absolu des droits de l'homme.

Comme conséquence de cette défense inconditionnelle des droits de l'homme, nous devons accorder un relief spécial à la question de l'accès à la Justice, refusée, encore aujourd'hui, aux couches les moins favorisées de la population brésilienne. Ainsi, de plus en plus, nous ajusterons l'état à la société civile, vraie destinataire de l'activité politique.

Une autre question cruciale à laquelle la société brésilienne doit faire face de façon décisive, sur le plan le plus fondamental de la politique, est la situation criante de l'enfance abandonnée dans le Pays, en la reliant à l'amélioration des conditions de la maternité et de la famille. Toute réalisation dans le domaine des droits de l'homme sera insuffisante et fragile -- si elle n'est pas accompagnée d'un dévouement absolument prioritaire aux enfants et aux adolescents.

Dans l'ordre démocratique, les groupes minoritaires devront aussi faire l'objet de respect et de considération, avec la fin de toutes les formes de racisme, de discrimination et de préjugé. Les revendications des femmes doivent être pleinement respectées.

Dans le cas brésilien, ce respect des minorités doit comprendre spécialement les groupes indigènes. Il est fondamental de répondre aux déterminations constitutionnelles concernant la démarcation de leurs terres, ainsi que le fait mon gouvernement pour assurer que les indiens vivent en accord avec leur culture.

Dans l'optique social-libérale, un des principaux droits de l'homme dans la société contemporaine est le droit à l'information. Ce droit implique, de la part de l'état, le devoir de la transparence. De permettre au public, le plus possible, la connaissance des actions et des stratégies de gouvernement est actuellement une exigence démocratique profondément identifiée avec l'ère de libéralisation que nous vivons: la participation des citoyens consolide la culture démocratique et augmente l'efficacité du gouvernement.

Un autre souci social-libéral est le pluralisme. Sans la coexistence légale et légitime de divers courants d'opinion et de groupes d'intérêt, il n'y a pas de société libérale. Et sans l'expression politique du pluralisme - le pluripartisme - il n'y a pas de démocratie digne de ce nom. Je crois que l'on doit réfléchir profondément sur les moyens de perfectionner notre système de partis, encore affecté par une marge d'inauthenticité.

Pour donner aux partis des racines sociales fortes et durables, ce qui entrainera une véritable révolution dans la mentalité de notre classe politique, il nous faut contempler l'hypothèse d'une révision structurelle du système électoral, dans le but de: a) lier les partis au municipalisme, force vive de la nationalité; b) établir le vote de district mixte pour des députés et membres des Conseils Municipaux, corrigeant les déséquilibres dans la représentation des Etats à la Chambre Fédérale; et c) créer des mécanismes qui garantissent l'engagement des représentants du peuple sur les directives programmes.

Tels sont les dessins pour d'établissement du parlementarisme, que nous défendons en tant qu'instrument pour perfectionner notre démocratie et mieux rassembler les forces sociales autour d'un projet national.

Le socialo-libéralisme sait que la supériorité des démocraties réside dans leur pouvoir d'autocritique, offrant à la société une méthode régulière et ordonnée de corriger les éventuelles erreurs du gouvernement et, par cela même, il assume pleinement la démocratie comme le régime de la responsabilité.

Institutions libres, état de droit démocratique, égalité civile et politique, autonomie et pluralisme, respect aux minorités et aux droits de l'homme, accès à la justice, transparence et participation, réforme politique, électorale et des partis, responsabilité et leadership - voilà le noyau du message politique social-libéral, qui a l'intention de mener la machine politique brésilienne pour vaincre les défis de notre dette sociale.

Pour le Socialo-Libéralisme, la liberté se compose de deux grands volets: celui du choix et celui de l'accès. Sans de choix, l'accès aux biens sociaux dénie la liberté et étouffe l'individualité. Sans accès, le libre choix des opportunités de vie, au travail comme au loisir, se transforme en privilège et dégrade la démocratie en oligarchie.

Le Socialo-Libéralisme vise à élargir et à enrichir l'expérience du choix par l'expansion décidée des mécanismes d'accès. En vertu de cette inspiration ethico-sociale, les sociaux-libéraux affirment leur engagement envers l'idéal républicain.

L'idée de la République, dans la tradition brésilienne, signifie le fédéralisme, le municipalisme, l'équilibre entre les pouvoirs, la citoyenneté participante, la fonction publique innoubliée. Elle signifie surtout l'amour du civisme et le combat sans trêve contre la corruption et le népotisme. L'esprit républicain est la sève morale du socialo-libéralisme, qui se conçoit avant tout comme un libéralisme éthique.

Voilà la vision sociale-libérale de la démocratie.

IV

LE MODELE ECONOMIQUE: CAPITALISME DEMOCRATIQUE

Lorsque j'ai parlé à la Nation le 23 décembre dernier, j'ai abordé le modèle économique brésilien épuisé, et les difficultés à choisir une option pour le remplacer. Le Programme pour le Consensus peut servir, ainsi, comme encadrement politique pour le débat sur les méthodes et instruments à utiliser dans la construction d'un nouveau modèle.

Le Socialo-Libéralisme a une contribution à apporter à ce processus, et il propose que la construction d'un nouveau modèle économique ait pour préalable de servir effectivement au progrès et au bien-être de tous. Il faut éviter qu'il se fonde sur une mosaïque corporativiste, qui favoriseront seulement les intérêts d'une minorité, au détriment du développement réel.

Pour les socialo-libéraux, le problème du modèle économique est éminemment pratique: il s'agit de savoir quelle est la meilleure direction à prendre pour promouvoir le Brésil, le plus tôt que possible, à des niveaux de vie digne et juste pour tous.

Une évaluation objective des parcours de croissance économique et de succès social dans l'histoire contemporaine confirme la supériorité de l'économie décentralisée, basée sur le marché et la libre entreprise, poussée par la recherche du profit, habituée au risque et à l'innovation et effectivement ouverte aux flux internationaux .

En effet, du triple point de vue de l'efficacité, de la liberté et de la prospérité générale, il n'y a point de doute: le capitalisme démocratique est, clairement, le vainqueur de la course internationale entre modèles économiques. Et il n'existe guère de "troisième voie": au contraire, l'hésitation à parcourir les formules et chemins historiquement consacrés peut retarder fatalement la modernisation.

Mais les social-libéraux n'ont pas une vision naive du capitalisme, et ils en reconnaissent les défauts: l'instabilité cyclique, qui peut mener à l'inflation et au chômage, la tendance à la formation de monopoles, et les inégalités des revenus.

Ces facteurs mènent à la nécessité d'introduire, dans le libéralisme, la dimension sociale, qui définit les prémisses éthiques de son perfectionnement et de sa correction. Ces facteurs confirment aussi le besoin de la présence d'un état fort, capable de fournir un horizon de calcul bien clair aux agents économiques, mettant en valeur le taux de croissance, qui est inhérent au capitalisme, et capable de combattre la pauvreté et les inégalités de revenus.

Dans un monde en changement constant, qui exige un renouvellement permanent, le capitalisme est le système le plus efficace, la route nécessaire pour surmonter les inégalités. C'est aussi un élément essentiel dans la culture de la liberté: historiquement, la liberté politique a toujours eu pour appui l'économie fondée sur la libre initiative. Si la démocratie est née du libéralisme historique, ce dernier, à son tour, a toujours fleuri associé à l'économie capitaliste.

Il faut reconnaître, cependant, que les régions capitalistes sous-développées présentent des vestiges gênants de misère (c'est-à-dire le manque de l'essentiel) ou de pauvreté (c'est-à-dire le manque du superflu, librement choisi). Cela oblige au renfort décisif de la dimension sociale dans la construction du nouveau modèle,

Des études récentes reconnaissent dans l'économie de marché le modèle le plus propice à des gains réels dans les salaires des travailleurs non-spécialisés - exactement la masse sur laquelle retombe la pauvreté dans les pays sous-développés.

Le développement capitaliste basé sur la croissance "travail-intensif" est plus efficace pour la distribution du revenu que les stratégies de redistribution, qui tendent à nuire à l'investissement et à la formation du capital. Il faut accepter que la disponibilité future de capital soit la source, à long terme, d'une plus grande prospérité pour la classe des travailleurs.

Le capitalisme a trouvé les méthodes pour surmonter ses formes historiques de conflit. Dans les pays développés, d'économie de marché, le progrès et la pratique de la négociation soutenue par des interlocuteurs institutionnellement solides ont graduellement vidé la contradiction idéologique entre le capital et le travail. Dans la pratique, l'Histoire a démontré aux travailleurs des systèmes capitalistes développés - et cette histoire se fait en bonne mesure avec l'engagement des travailleurs dans la production et dans la mobilisation et dans la lutte pour de meilleures conditions de travail et de vie, que, grâce, en grande mesure, à la liberté d'expression des régimes démocratico-capitalistes -- le modèle ainsi dit capitaliste ne leur était pas nécessairement défavorable.

L'option pour le modèle capitaliste doit être, donc, consciente: le modèle est plus efficace, plus libre et il sera le plus juste, si nous savons y introduire les indispensables qualifications éthiques exigées par la dimension sociale.

Selon les sociato-libéraux, il faut distinguer entre les divers capitalismes actuellement en scène. Le capitalisme sauvage oligarchique est un recul. Le capitalisme moderne démocratique est en réussite. La démocratisation du capital, dans les pays industriels avancés, est une tendance croissante - une vraie révolution silencieuse, créant annuellement de nouveaux contingents d'actionnaires. Les schémas de privatisation, tels que celui que nous avons adopté au Brésil, s'insèrent dans ce mouvement de démocratisation du capital.

Un programme de la terre, conçu sans collectivismes archaïques, est une autre grande voie vers la démocratisation du capital. Et pour cette raison

même, par- l'esprit de capitalisme social - elle doit être réalisée pari passu avec la modernisation définitive des structures de production agricole au Brésil.

C'est à partir du consensus sur le choix des lignes maîtresses du capitalisme que nous voulons - moderne, démocratique, participant, social - que les directives de la politique économique pourront être discutées de manière claire et rationnelle, et qu'elles pourront être mises en valeur au sein d'un projet national.

Je crois sincèrement à la convergence profonde entre le capitalisme social et la démocratie politique. Nous voulons un capitalisme robuste et indépendant, où l'on puisse apercevoir la différence entre la recherche légitime du bénéfice et l'appétit de la convoitise, et entre l'esprit entreprenant authentique et la simple piraterie spéculatoire.

C'est ce capitalisme social que le social-libéralisme souhaite soumettre à la discussion nationale.

V

LA REVOLUTION DANS L'EDUCATION

Le grand thème de la modernisation nationale est celui de la réforme de l'éducation. Les options que nous faisons aujourd'hui définiront le pays que nous souhaitons pour l'avenir. Pour cette raison, le thème de l'éducation exige la participation engagée de tous, pour que - sur un ample consensus - nous puissions construire le pont qui nous mènera à un futur capable d'assurer une vie digne à tous les Brésiliens.

Nous sommes non seulement face au défi de définir des programmes d'étude, d'établir des priorités et d'allouer des ressources. Réfléchir sur

l'éducation correspond à toucher le noyau du processus de formation de la citoyenneté.

Le Socialo-Libéralisme, comprenant l'extrême complexité de la problématique socio-culturelle du système d'éducation, a la conviction que, en dernière analyse, la bataille pour le progrès du Brésil sera gagnée ou perdue selon que nous avons ou non les conditions de réaliser avec succès notre révolution dans l'éducation.

Ce n'était pas par hasard que toutes les grandes modernisations de l'histoire contemporaine se sont fondées sur une ample et effective démocratisation de l'accès à la formation. Le pilier de la modernisation institutionnelle et technologique de ces processus fut l'expansion de l'enseignement de base et le perfectionnement de l'éducation dans les lycées et les universités.

Le rôle de l'enseignement de base est crucial. Dans le cas brésilien, il représente la carence la plus profonde et inhumaine parmi les nombreuses carences qui composent la dette sociale. Des millions de jeunes Brésiliens sont condamnés à une vie frustrée, une existence inculte qui mène très souvent à la marginalité, par un système insuffisant, inefficace et déficient de l'école primaire.

Ainsi est perpétré non seulement un attentat permanent aux droits les plus essentiels de la citoyenneté, mais aussi un immense gaspillage de talent, qui pourrait être mis au service du progrès de la société et de l'enrichissement de la personnalité de chaque Brésilien.

Avec le Statut de l'Enfant et de l'Adolescent, nous tâchons d'aborder les priorités critiques dans ce domaine. Avec les CIACS, nous avons entamé une révolution non seulement des méthodes, mais aussi des mentalités. Répondant à un appel éthique inéluctable, nous avons clairement indiqué la priorité accordée à l'éducation de base et à la construction de la citoyenneté, favorisant l'enfant, matière première formatrice, par excellence, de l'Homme brésilien.

Le problème de l'éducation ne peut pas être résolu seulement par l'action ferme du Gouvernement Fédéral. La Constitution Brésilienne attribue aux Etats et aux Municipalités la responsabilité de l'enseignement

fondamental, ce qui inclut l'entretien des écoles et la rémunération des professeurs. L'action de l'Union n'a pas lieu à l'insu des autres pouvoirs, invahissant leur compétence. La bonne solution dépend donc de l'effort conjoint de tous, les trois sphères du Gouvernement soutenues par l'ensemble de la société.

En particulier, s'impose la correction des déformations qui ont lieu dans l'enseignement supérieur. Dans les universités publiques le coût doit être compensé par la performance, le salaire doit être associé à la compétence et au dévouement, et l'importance de la feuille-de-paye doit être fonction du nombre d'élèves, de la qualité de l'enseignement ou de la production scientifique. Avec une administration autonome et responsable, il sera possible d'élargir l'accès à l'enseignement public de niveau supérieur, d'en améliorer la qualité et de restaurer les installations, les bibliothèques et les laboratoires.

Mais il ne suffit pas de réorienter des fonds vers la priorité de l'enseignement de base. Il faut aussi reconquérir l'excellence de cet enseignement et son universalisation. L'une des principales pertes, dans le processus de détérioration de l'éducation brésilienne, a eu lieu dans la formation, inexistante ou précaire, de professeurs pour les niveaux pré-universitaires. Les écoles normales ont vu leur rôle historique être pratiquement détruit. Aujourd'hui les instituteurs, au delà des bas salaires, ont cessé de recevoir la formation appropriée à leurs fonctions, qui sont à la base de la modernisation du processus pédagogique.

La révolution de l'éducation brésilienne devra suivre une trilogie de valeurs: l'excellence, l'humanisme et le développement. Sans viser la conservation de modèles d'excellence, au niveau technique et culturel, chez maîtres et élèves, il n'existe pas d'éducation digne de ce nom. Nous ne pourrons vaincre le défi de la division croissante du globe entre producteurs de technologie et simples consommateurs passifs des techniques modernes, nous ne pourrons passer à l'avant-garde des sociétés modernes, que si nous conquérons un standard de capacité technologique approprié aux besoins brésiliens de modernisation et aux défis de l'ère contemporaine.

Nous ne pouvons pas confondre la culture de la démocratie avec le démocratisme, afin de ne pas courir le risque de discréditer les hiérarchies inhérentes à l'enseignement et aux rapports professeur/élève,

mettant en risque l'essence même du phénomène éducationnel en tant que lutte de la société et de l'être humain pour l'auto-perfectionnement.

Cet autoperfectionnement, sous l'optique social-libérale, n'est pas que de la collectivité. Il a trait aussi à l'individu. Ce qui sépare l'éducation de la simple instruction est la portée des connaissances de base et des connaissances spécialisées. Sur ce point, naturellement, l'éducation s'ouvre à la vie de la culture en tant qu'horizon de l'individualité libre. Le Social-Libéralisme est un humanisme démocratique essentiellement en fonction de son attachement à la dimension éthique-culturelle du développement.

Enfin, la révolution de l'éducation devra être menée dans la conscience la plus aigüe de ce que seul le succès de l'éducation populaire, et le rachat de l'efficacité de l'éducation supérieure assureront au Brésil les deux volets du développement: la démocratie politique et l'efficacité économique fondée sur des structures et des procédés scientifiques et technologiques mis à jour. Sans éducation, les masses brésiliennes ne pourront jamais se hausser au niveau d'une citoyenneté mûre, qui connaisse la valeur des institutions libres et soit capable d'accompagner, comme elle le mérite, la dynamique de la modernité.

VI

LE ROLE DE LA CULTURE

Dans des articles précédents, j'ai cherché à définir les principales caractéristiques de la proposition socialo-libérale. Selon cette proposition, l'état n'est ni interventionniste ni absent. Il s'abstient, en principe, d'agir dans la sphère de la production, car elle est propre à la société civile, mais il n'hésite pas à agir dans les domaines où sa responsabilité est intransmissible.

Telles sont exactement les grandes lignes d'une politique culturelle moderne. Elle se maintient aussi équidistante du dirigisme mécanique et du libéralisme orthodoxe.

La politique culturelle dirigiste est typique des dictatures du XXe siècle. Elle convertit la culture en appendice de l'État et en instrument du pouvoir totalitaire.

Dans l'autre extrême, l'État libéral pur est radicalement non-interventionniste. Il assure la liberté d'expression, ce qui est très important, et par la suite il pense pouvoir transférer à la sphère culturelle la même position qu'il adopte dans l'activité économique: le laissez-faire. La production culturelle, non servie par le marché, devrait se contenter d'être financée par le mécénat privé.

La dimension de la citoyenneté est absente du modèle dirigiste aussi bien que du modèle libéral de commandement. Dans le premier, les hommes sont de simples objets d'une politique faite à leur insu. Dans le deuxième, soit les droits culturels ne sont pas expressément reconnus, soit ils sont de nature purement rhétorique, vue l'absence d'une politique qui leur donne vie et substance.

Une politique de culture fondée sur la proposition sociale-libérale, au contraire, part du concept de citoyenneté culturelle et la considère comme partie intégrante de la citoyenneté dans son sens plus ample. Contrairement au dirigisme, elle appuie sur la vie culturelle l'ancienneté et la prééminence de la société vis-à-vis de l'état. Différemment du libéralisme classique, elle considère non seulement les droits civils et politiques, mais aussi les droits sociaux, et elle contribue pour ce qu'ils parviennent à leur plein épanouissement.

Quels sont les droits culturels? La réponse se trouve dans la Constitution, qui consacre et inclut le droit à la mémoire culturelle, le droit à la production culturelle et le droit d'accès à la culture.

Le droit à la mémoire a pour but le patrimoine culturel du pays. Méconnaître ce droit, c'est institutionnaliser l'amnésie sociale. Tous les citoyens peuvent et doivent exiger de l'État les dispositions nécessaires pour que ce patrimoine soit préservé, tant dans sa dimension matérielle

qu'immatérielle, comprenant, dans toute sa diversité, les différents courants civilisateurs qui ont contribué à la formation de la culture brésilienne.

Le droit à la production culturelle est indispensable pour la constitution de personnalités autonomes et de nations créatrices. L'État ne peut pas se substituer à l'individu dans la création culturelle, ni encore moins la freiner par n'importe quel type de censure, directe ou indirecte, mais il a le devoir de contribuer à la consolidation des conditions nécessaires au libre exercice de ce droit.

Le droit d'accès à la culture, à son tour, a trait à l'utilisation du patrimoine culturel existant. Il ne suffit pas de pouvoir créer, il faut aussi pouvoir jouir de la culture. Les vastes contingents marginalisés par la pauvreté matérielle sont privés de facto de l'exercice de ce droit, ainsi que les millions d'analphabètes et, en général, tous ceux issus d'un système éducationnel déficitaire, qui ne transmet pas aux étudiants les connaissances nécessaires pour qu'ils prennent conscience de la richesse spirituelle du Brésil et de l'humanité.

La loi d'appui à la culture, que j'ai sanctionnée le 23 décembre dernier, est intimement liée à ce concept de citoyenneté. Elle est destinée à renforcer les moyens dont dispose le Gouvernement pour agir sur toute la gamme des droits culturels. L'exercice du droit à la mémoire est rendu plus facile par plusieurs dispositions légales qui encouragent les investissements dans le domaine du patrimoine culturel; le droit à la production acquiert les conditions matérielles nécessaires à son exercice; le droit d'accès à la culture est reconnu par l'inclusion, parmi les objectifs du programme, de celui de "contribuer à faciliter à tous les moyens pour le libre accès à la culture".

Il n'y a pas de politique culturelle autarcique. Les droits culturels dépendent de tous les autres. Le droit à la mémoire et le droit à la production culturelle ne deviendront pleinement concrets qu'avec la reprise du développement. Le droit d'accès à la culture dépend de mesures de promotion sociale, dans le domaine de la santé, de l'alimentation et de l'éducation, qui dépassent de loin la portée d'une politique culturelle. Mais la réciproque est tout aussi vraie. La modernisation socio-économique sera facilitée par la diffusion d'une culture vigoureuse, qui nourrisse

chez tous les Brésiliens une conscience critique, sans laquelle il n'y a pas de démocratie possible, et un sens de responsabilité dans l'acceptation et le partage des sacrifices nécessaires, sans lequel il n'y a pas de citoyenneté consciente.

Voilà la proposition socialo-libérale pour la culture. C'est une proposition sociale, et par cela même elle rejette les naïvetés du laissez-faire, qui condamnerait la vie culturelle du Brésil soit aux lois du marché, soit à l'appropriation oligarchique par une élite. C'est une proposition libérale, et pour cette raison elle refuse avec véhémence les deux adversaires de toute politique libérale: le paternalisme, par lequel l'état se substitue à l'individu, et l'autoritarisme, qui soumet la culture à la tutelle du pouvoir.

VII

LA PERSPECTIVE SOCIALE-LIBERALE DE L'ÉCOLOGIE

La vitesse des transformations économiques et sociales contemporaines exige des propositions convaincantes pour des problèmes nouveaux, qui n'ont pas été prévus dans les analyses classiques du socialisme et du libéralisme. Aujourd'hui, pour qu'une doctrine politique puisse s'affirmer, il est indispensable qu'elle envisage de façon sérieuse et compétente les questions ayant trait à l'écologie.

Le Socialo-Libéralisme accepte ce défi et il prétend apporter une réponse cohérente et créative aux défis de la modernité.

Dans un article préalable, j'ai attiré l'attention sur le fait que l'une des dimensions de la liberté est l'accès universel aux biens sociaux, sans

quoi le libre choix des opportunités de vie - au travail comme aux les loisirs - se transforme en privilège et dégrade la démocratie en oligarchie. La liberté signifie, de nos jours, participation et vie digne.

Le Socialo-Libéralisme se propose d'inclure, parmi les droits de l'Homme, le droit à une planète saine. sur le plan de l'environnement

Ensuite, il assure que les questions écologiques ne peuvent pas être traitées exclusivement d'un point de vue technique, à la recherche de mesures simples d'équilibre Homme-Nature, car elles entraînent des conceptions fondamentales sur les relations sociales.

Dans ce sens, les questions écologiques servent à entamer des réflexions nouvelles sur la pratique proprement dite de la démocratie, sur sa signification dans un monde marqué par l'inégalité.

Il y a des formes variées de dégradation de l'environnement. Certaines de ces formes sont conscientes, et naissent surtout dans les pays fort industrialisés. Elles sont le résultat d'une excessive consommation qui s'est transformée, dangereusement, dans la motivation même du progrès. D'autres sont inconscientes, fruits de la lutte pour la survie, dans les zones les plus pauvres de la Planète.

La concentration de la richesse et du savoir entre les mains de quelques uns s'est aggravée, ces dernières décennies, au niveau interne des pays en développement comme au niveau international. La dimension des inégalités est effrayante: les pays en développement comptent à présent sur 77% de la population mondiale, mais à peine 16,8% de la richesse globale. En 1990, 93% des naissances ont eu lieu dans les pays de l'ainsi dit Tiers Monde. 1.2 milliards de personnes y vivent en dessous du seuil de la pauvreté et l'espérance de vie de ces populations est de moins 12 ans, en moyenne, que dans les pays développés.

Si la démocratie doit épanouir à part entière le potentiel de l'individu vu dans ses circonstances historiques, il n'y aura pas de coexistence démocratique et éthiquement acceptable tant que les inégalités persisteront, sous des formes si frappantes, sur le plan national et international. La solidarité est la base de la construction d'un modèle de développement harmonieux.

La proposition socialo-libérale est un appel au dialogue.

Pendant les deux dernières années, nous avons eu le privilège d'assister à un de ces rares moments où tout un univers idéologique est enseveli par l'Histoire. Nous avons témoigné la faillite du dirigisme économique qui a laissé un héritage de retard, d'inefficacité, de dégradation de l'environnement, de pauvreté et de manques dans des régions où pourraient fleurir l'abondance et la prospérité.

Mais le triomphe de l'économie de marché ne suffit pas à corriger les distorsions qui nous affligent, il ne suffit pas pour que nous puissions concevoir et adopter un nouveau modèle de développement, capable de concilier la croissance, le bien-être, la justice sociale et le respect de la nature.

Il est urgent d'introduire la dimension sociale dans le libéralisme économique, compris dans toute son étendue.

D'où cela résulte clairement la constatation de ce qu'il ne peut pas y avoir une planète d'environnement sain dans un monde socialement injuste.

Il ne s'agit pas d'ignorer les objectifs de bien-être, louables en eux-mêmes, offerts par le progrès matériel vécu pleinement par une minorité. Nous savons qu'il est impossible de maintenir aujourd'hui les niveaux de consommation et de gaspillage des pays riches si nous pensons à un horizon à long terme. Et comment est-il possible de transférer ces niveaux-là aux pays sous-développés? Les ressources physiques ou financières qui seraient nécessaires n'existent pas.

Donc, il s'agit plutôt de repenser la conception même de progrès, d'un progrès qui ne se résume pas à de simples statistiques de croissance, mais qui inclue, en plus du perfectionnement des indicateurs sociaux pour la majorité, un véritable et effectif souci de la protection de l'environnement.

Il n'existe pas de réponse toute prête à ces problèmes: nous savons que l'inversion de la scène actuelle, d'inégalités et de dégradation écologique, exigera l'adoption d'un nouveau modèle de développement, qui montre que la Terre est un organisme vivant, qui compte sur des ressources biophysiques limitées.

Il nous faut redéfinir des objectifs, altérant la manière même de mesurer le progrès. Les social-libéraux, de par leurs profondes conceptions démocratiques et humanistes, croient que le bien-être des citoyens peut être mieux évalué quand la dimension des agrégats économiques est associée au degré de liberté et de justice, au niveau de la richesse sociale et culturelle des nations, à l'intégration ethnique et raciale, à la préservation de l'environnement, enfin, à tous les éléments qui expriment le bonheur effectif et l'accomplissement d'un peuple. Nous aurions, ainsi, un indicateur plus humain et plus sensible, que nous pourrions peut-être nommer le "Produit National du Bien-Ôtre".

Une chose est certaine: le Socialo-Libéralisme, philosophie politico-économique qui tâche de concilier la liberté individuelle, l'efficacité économique et la justice sociale, peut contribuer à la conception et à la mise en place de ce nouveau modèle, dont les fondements sont le développement soutenu et égalitaire, de façon à préserver non seulement les générations présentes, mais aussi les générations futures.

Le Socialo-Libéralisme offre ainsi les bases à un dialogue nécessaire sur le futur de la Planète. Dû à ses dimensions géographiques, dû à l'importance et à la variété de l'écologie brésilienne, et au fait que nous accueillerons la conférence RIO92 - et cela marquera l'inflexion historique dans le débat national - le Brésil a une contribution décisive à offrir à l'effort solidaire visant à l'inauguration d'une nouvelle étape dans les relations entre l'Homme et la Nature.

VIII

UN DEBAT OUVERT

Cette série d'articles sur le Socialo-Libéralisme doit beaucoup aux idées de José Guilherme Merquior, grand défenseur de l'argument libéral, qui affirme que le dialogue permanent entre des Hommes libres est la filière noble de la Politique. J'ai voulu être fidèle à cet argument.

La vision libérale fut décisive dans la construction des grandes nations du monde contemporain, et elle le sera aussi pour la transformation du Brésil en un pays moderne, une terre de Justice.

Je suis motivé par la foi immense que j'ai dans le Brésil, dans notre force de volonté, notre capacité de vivre démocratiquement, et, surtout, de mener les transformations auxquelles nous aspirons tous.

Le Pays a déjà commencé des changements fondamentaux. Notre programme politique est en syntonie avec les temps que courent et, ainsi, avec les attentes de la société. Les buts sont clairs: déplacer les privilèges, instaurer l'égalité d'opportunités, mettre fin à "l'État-nid", obèse et inefficace, et libérer les forces vivantes de la société pour la construction de la modernité, dans le cadre d'une économie sociale de marché. Mais il faut aller de l'avant, et les idées socialo-libérales peuvent servir à l'articulation des nouveaux pas.

Dans les démocraties, le Gouvernement est responsable. Il doit servir les citoyens en permanence. Dans la conjoncture que nous vivons, l'exercice de la responsabilité de mon poste ne peut pas se borner à la conduite des politiques de Gouvernement. J'ai essayé de réaliser ces politiques avec dévouement, avec beaucoup de travail et d'attachement, avec la volonté de bien faire, visant une amélioration permanente.

Notre défi est plus grand, et exige de celui qui gouverne l'incitation au débat ample sur les objectifs qui doivent régir la modernisation.

Les idées que j'ai présentées ne prétendent pas être originales ni avoir des contours académiques. Il ne s'agit pas de règles dictées ou de vérités achevées. Leur plus grand mérite serait de refléter, de façon systématique, des lignes de compréhension sur quelques thèmes de base de la réalité nationale, et je n'ai pas de doute que ces lignes sont partagées par d'innombrables Brésiliens de différentes origines idéologiques et politiques.

Le Social-Libéralisme représente un déploiement naturel et la confirmation des propositions qui sont issues de la campagne présidentielle. L'expérience de deux ans de Gouvernement, les a rendues plus denses. Il était opportun de les reprendre parce que la conjoncture politique a créé

un climat propice à leur discussion. Si nous devons passer à une nouvelle étape du processus politique, définissant les instruments qui réaliseraient les objectifs nationaux de modernisation et de justice sociale, il est fondamental que le débat soit orienté par des critères doctrinaires.

Le physiologisme (*), le court terme, l'échange de faveurs, l'immédiatisme ne nous rendent pas service: bien au contraire, ils ne font que nuire à la construction d'un véritable projet national. La première étape de ce projet est justement de changer la manière même de faire de la politique, qui devra s'alimenter d'idées, de perspectives intégrées sur l'avenir.

Le noyau de l'argument libéral est l'acceptation du pluralisme. Les meilleures solutions politiques sont celles qui résultent de la discussion, du choc d'opinions et d'intérêts. Et, en ce moment, le Social-Libéralisme représente un appel pour que le débat politique s'élève, pour qu'il se hausse au diapason des idées.

Et les idées peuvent toujours être l'objet d'évaluation et de perfectionnement. Elles résistent aux situations d'immobilisme, elles suggèrent du dynamisme et des changements.

Toute vision du monde socialo-libéral peut être synthétisée dans une conviction: il est possible et nécessaire que la modernisation brésilienne se fasse sous l'égide de l'éthique de la liberté, qui anime le changement historique de notre temps.

Il y a plus de cent ans que nos plus grands esprits identifient des carences dans la société brésilienne. Rui Barbosa, dix ans avant la République, a dénoncé, en termes profondément actuels, le déficit de l'éducation au Brésil, notre retard en matière de formation de l'Homme brésilien. Joaquim Nabuco, quelques années après, toujours avant l'Abolition de l'esclavage, a remarqué que la condition des masses brésiliennes, sur les plans social et matériel, présentait des problèmes chroniques, qui survivraient à l'abolition formelle du régime de servitude.

Aujourd'hui, la liberté démocratique permet que nous nous connaissions sans déguisement, avec tous nos manques. La réalité est transparente et

(*) N.T. Expression utilisée ici par opposition à idéalisme.

dramatique. Des changements radicaux sont exigés dans des domaines qui affectent notre sensibilité éthique, telle la situation de nos enfants et de nos adolescents.

La liberté démocratique nous offre aussi la voie nécessaire pour que notre meilleur projet historique se réalise, non pas comme fruit de l'imposition autoritaire de certains, mais comme résultat de l'authentique volonté collective nationale. Cela permettra, loin de solutions unilatérales, dans lesquelles la quantité l'emporte sur la qualité et la globalité des impératifs nationaux est oubliée, que nous puissions chercher des solutions qui prennent en considération le bien commun et les plus hautes aspirations du peuple brésilien.

Quand le Pays se dispose à faire face aux défis politiques, économiques et technologiques d'une nouvelle ère dans l'histoire mondiale, il est impératif qu'il se prépare, en matière de pensées et d'actions à répondre pleinement à toutes les dimensions de la liberté, sous sa physionomie plus moderne.

Le Brésil nouveau, le Brésil authentiquement moderne, a pleinement conscience de ce que la promotion à la pleine modernité passe, avant tout, par des politiques qui puissent assurer, de façon effective et rationnelle, une ample intégration de l'ensemble de la population brésilienne aux niveaux de vie des pays plus développés. Le triomphalisme du développement n'a aucun sens. Tant que l'homme brésilien ne vivra pas avec dignité, nous ne serons jamais pleinement développés.

Le Socialo-Libéralisme offre des idées pour que nous atteignons nos objectifs. Il s'oriente par la recherche de la liberté et par la réalisation d'une éthique tournée vers le domaine social.

Avec la vision socialo-libérale, nous nous efforçons de correspondre aux défis de notre temps avec des idées politiques créatrices, capables de réaliser pleinement, parmi nous les grandes valeurs occidentales. Le social-libéralisme rendra grand service à la nationalité s'il établit des fondements conceptuels vigoureux et enrichissants sur lesquels le dynamisme économique du Pays puisse s'articuler concrètement pour la solution des graves problèmes sociaux qui ternissent encore la société brésilienne.

Les idées sont exposées, le débat est ouvert.

CE TRAVAIL A ETE PUBLIE,
2000 COPIES, PAR LA PRESSE
NATIONALE, SIG, QUADRA 6,
LOTE 800, 70604-900, BRASÍLIA, DF,
EN 1992 POUR LE SECRETARIAT
CHARGE DES RELATIONS AVEC
LA PRESSE DE LA PRESIDENCE
DE LA REPUBLIQUE